

et ce qui est plus précieux, sacrifié la vie de soixante mille d'entre eux. Qu'avons-nous eu en retour?

Il ne m'est jamais venu à l'idée que nous étions engagés dans une guerre par l'appât du gain. Je suis convaincu que lorsque le Parlement se réunit en session extraordinaire en 1914, une telle pensée ne vint pas à l'esprit des membres de l'une ou de l'autre Chambre. Quel était notre but en prenant part à cette guerre? Un homme des plus autocratiques et diaboliques avait entrepris, après des années de préparation, de détruire la paix du monde. Ce tyran commença ses opérations en attaquant la petite Belgique et plus tard souleva l'indignation et la colère de presque toutes les nations civilisées en commandant la destruction des navires, causant ainsi la mort d'un grand nombre de femmes et d'enfants innocents. En août 1914, sir R. Borden (je ne crois pas qu'il attendît même que le Parlement fût en session) câbla à la mère patrie que, s'il était nécessaire, le peuple de ce pays était prêt à sacrifier jusqu'au dernier homme et au dernier sou pour conserver la paix du monde et l'existence de l'empire britannique. C'est ce que nous avons conservé. C'est ce que nous avons gagné. Nos soldats traversèrent les mers, non pour acquérir du territoire, mais bien parce que le peuple canadien croyait qu'il était de son devoir d'aider la Grande-Bretagne à rétablir la paix dans le monde. Les honorables messieurs de l'autre côté de cette Chambre ont beaucoup parlé de la loi des élections en temps de guerre; loi qui fut passée, je crois, en 1917. Je n'ai pas la liste des vilains noms qu'ils lui ont donnés. Je dois dire que cette loi ne m'a jamais paru être très injuste. Quels en étaient les deux principaux objets? Premièrement, elle enlevait le droit de vote à une certaine classe de gens dont les vues n'étaient pas conformes aux buts et idéals de ce pays et de l'empire britannique. Je ne nie pas que quelque injustice a été commise ici et là; il est impossible de faire un grand changement de ce genre sans commettre quelque injustice; mais il est certain que l'on n'avait pas tort de refuser le droit de citoyen à ceux qui n'étaient pas favorables aux Alliés de l'Entente. L'autre but de la loi (et je pense que c'est celui contre lequel on a le plus trouvé à redire) était de donner le droit de vote aux mères, sœurs et femmes de ceux qui combattaient en France. Voilà les deux points sur lesquels a roulé la plus grande partie de la critique, et à mon point de vue, le gouvernement avait parfaitement raison de faire ce qu'il a fait.

Je pense que sir Robert Borden et son gouvernement ont fait fort peu d'erreurs. Si jamais un homme fut imbu des intérêts de l'empire et de son pays et s'est sacrifié pour son idéal, cet homme fut sir R. Borden. Je pense qu'une partie de la critique dirigée contre lui hier était indigne des hommes qui l'ont faite. Je désire offrir ma part de louanges au gouvernement d'union ainsi qu'aux membres du parti libéral qui, sur l'invitation du premier ministre, se sont joints aux conservateurs dans la formation de ce gouvernement.

Quelques honorables membres de cette Chambre étaient au Parlement au temps de l'ancien système de parti, alors que nous luttons avec plus d'ardeur et plus de constance qu'aujourd'hui. Ils se souviendront, qu'en bien des occasions, nous commencions à siéger le lundi à 6 heures de l'après-midi et luttons sans relâche jusqu'à minuit le samedi suivant; ne nous arrêtant qu'à cause de la Loi sur l'observance du dimanche. Les honorables représentants qui forment aujourd'hui l'opposition défendaient leur bien-aimé chef, et je ne crois pas que qui ce soit, de l'un ou l'autre côté de cette Chambre, puisse dire qu'il n'était pas un homme très aimable. Lorsque la crise arriva cependant, quelques honorables messieurs, en adhérant à leurs principes de parti, semblèrent oublier l'importance de la crise à laquelle nous devions faire face. Dans les premiers temps je n'étais pas aussi en faveur du gouvernement d'union que je le fus plus tard. Maintenant, en vue de ce qui est survenu, je suis convaincu que sir R. Borden avait raison; et je désire offrir des louanges à ceux qui quittèrent les rangs du parti libéral pour se joindre à lui.

Mardi dernier, à la Chambre des communes, un magnifique éloge du gouvernement d'union fut fait, par un député qui, à en juger par son nom, n'a jamais appartenu au parti tory. Je veux parler de M. Mowat. Son nom seul respire le libéralisme. Voici ce qu'il disait:

De concert avec les libéraux de ce côté de la Chambre, j'ai eu le plaisir d'appuyer ce gouvernement et de l'appuyer avec enthousiasme bien qu'il soit impopulaire. Durant la guerre je ne veux pas donner mon appui à un gouvernement uniquement parce qu'il est populaire.

Depuis l'ouverture de cette session, nous avons beaucoup entendu parler de l'impopularité de ce gouvernement et les remarques de M. Mowat font sur moi une profonde impression. Il continue:

Je désire appuyer un gouvernement qui fait ce qu'il doit faire, même si cela doit le rendre